

A monthly features service about science, technology, and development

Environ 1250 mots

LES RESSOURCES ALIMENTAIRES DU CANADA:

COMMENT GÉRER LA SURABONDANCE?

par Rowan Shirkie et Bob Stanley

IDRG-E222f
BIBLIOTHEQUE DU
CON

SEP 15 1992

OTTAWA

OTTAWA, CRDI -- On a dit et répété que le 21^e siècle serait celui du Canada. Malgré l'actuelle morosité économique du pays, certains experts pensent que cette prédiction puisse encore se réaliser.

En l'an 2000, le Canada sera vraisemblablement l'un des rares pays à faire face à un avenir relativement brillant. Ses ressources seront amplement suffisantes pour répondre aux besoins de sa population, même si elle a considérablement augmenté. De plus, la demande en matières premières (aliments, énergie, produits forestiers, minéraux) continuera de s'accroître dans le reste du monde.

Toutefois, cette demande, et, en particulier la demande de denrées alimentaires, exercera une pression de plus en plus forte sur notre potentiel de ressources; le Canada se trouvera donc confronté à des décisions très délicates: par exemple, à qui fournir et à qui refuser des aliments.

Les planificateurs d'Agriculture Canada estiment que le pays peut résister à cette pression et gérer ses ressources d'une manière rationnelle tout en fournissant un rendement constant. Leur stratégie de développement se fonde sur l'augmentation constante des exportations alimentaires à destination des populations affamées.

Cependant, les spécialistes ne sont pas tous d'accord sur le niveau qu'atteindra demain la production alimentaire du Canada. Auteur du rapport

"Horizon 2000", une étude prévisionnelle préparée sur ordinateur à la demande du président Carter en 1980 et qui a coûté 3 millions de dollars, M. Gerald O. Barney en a publié l'an dernier une version canadienne intitulée: "Horizon 2000: implications pour le Canada".

Tout en reconnaissant que le Canada, pays riche en ressources naturelles, possède un avenir prometteur, M. Barney s'inscrit en faux contre les projections des experts agricoles canadiens. Les perspectives d'accroissement de la production et de l'exportation de céréales, l'élément le plus important de l'approvisionnement alimentaire, sont seulement esquissées dans l'étude. La seule projection précise concerne le blé (qui représente moins de la moitié des exportations de céréales) dont les exportations augmenteront de 30 p. 100 entre 1970 et 1985 et régresseront à 7,31 millions de tonnes d'ici l'an 2000, soit un recul de 52 p. 100 au cours des quinze dernières années du siècle.

L'étude n'attribue ce déclin à aucun des facteurs de risque susceptibles pourtant de restreindre la production, comme la dégradation des sols ou les changements de conditions climatiques. La chute des exportations de blé s'expliquerait plutôt par un accroissement de la demande intérieure.

Écoutons ce qu'en pense M. Len Shebeski, ancien doyen de la chaire d'agriculture à l'Université du Manitoba et aujourd'hui expert-conseil en développement agricole: "Cette projection me paraît très curieuse, car la demande alimentaire au Canada augmentera très peu au cours des vingt prochaines années. Par conséquent, si une diminution des exportations canadiennes doit se produire, elle ne pourra venir que d'une réduction de la production. Or, à mon sens, il n'y a aucune raison logique de penser qu'une telle réduction se produira."

Des études canadiennes, notamment celle d'Agriculture Canada dont s'est inspiré le rapport "Horizon 2000", prévoient un accroissement de la productivité canadienne de 65 p. 100 d'ici à la fin du siècle. Selon ces études, les surplus de céréales destinés à l'exportation doubleront au cours des vingt prochaines

années, pour atteindre environ 36 millions de tonnes.

Toutefois, ce chiffre pourrait se rapprocher de la production agricole maximale du Canada, en admettant que toutes les terres agricoles bénéficient d'une très saine gestion. Le ministère de l'Agriculture fixe à 62,2 millions de tonnes la production maximale et à 25,1 millions de tonnes la quantité de blé exportable; mais il ne donne aucune indication sur l'ensemble des surplus de céréales.

D'après les spécialistes canadiens de l'agriculture et de l'environnement, un demi pour cent seulement du territoire canadien est constitué de terres agricoles de première qualité, offrant un potentiel de culture pratiquement illimité. Près de la moitié de ces terres se situent dans des régions où le coefficient de pertes dues à l'urbanisation et aux usages non agricoles est le plus élevé.

L'agriculture occupe environ 69 millions d'hectares au Canada. On peut y ajouter 60 millions d'hectares de terres cultivables, mais dont moins de 12 p. 100 offrent un potentiel appréciable selon les estimations. Des problèmes commencent à apparaître sur les terres cultivées à l'heure actuelle: diminution de plus de 50 p. 100 des matières organiques dans de nombreux sols; imprégnation saline entraînant une perte de rendement sur 10 p. 100 des terres à céréales des Prairies; érosion; détrempage des sols ou dégradation due à la pollution par les produits chimiques ou les pluies acides.

Jusqu'ici, le perfectionnement des techniques agricoles, par l'emploi de nouvelles variétés de plantes, d'autres produits chimiques et de méthodes de gestion modernes, a fait plus que compenser les pertes dues aux facteurs précités. Cependant, la courbe des rendements plafonne aujourd'hui à un certain niveau à partir duquel la productivité risque de redescendre si l'on ne prend pas des mesures pour améliorer la gestion des ressources.

Malgré ces préoccupations, les experts du ministère de l'Agriculture se montrent optimistes. C'est ainsi qu'on peut lire dans une étude intitulée Défi

à la croissance: une stratégie agro-alimentaire pour le Canada: "L'agriculture canadienne entre peut-être dans une ère de croissance beaucoup plus forte, suivant une poussée de la demande d'exportations." Les principaux clients de cette stratégie sont les pays exportateurs de pétrole et les pays en voie rapide d'industrialisation, comme l'Algérie, le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud et le Venezuela, qui offrent aux exportations alimentaires canadiennes les meilleures perspectives d'expansion rapide. Ces projections sont établies à partir de chiffres tirés de la version américaine de l'étude "Horizon 2000".

La réussite de cette stratégie agro-alimentaire dépendra en grande partie de l'accroissement des fonds consacrés à la recherche agro-alimentaire. Agriculture Canada dépensera cette année 263 millions de dollars en subventions à la recherche. Toutefois, le Conseil canadien de recherches agricoles a demandé que lui soit affecté "immédiatement" un crédit de 200 millions de dollars destiné à améliorer les installations de recherche qui ont été négligés depuis quelques années à cause d'un manque de fonds. D'après le Conseil, des domaines comme la conservation des sols, la lutte contre les insectes et les maladies, la biotechnologie et l'amélioration continue des variétés de plantes ont tous un besoin urgent de fonds supplémentaires.

La "surexploitation des sols", auquel on se livre pour améliorer les exportations alimentaires, continue d'inquiéter beaucoup de chercheurs. On estime que le Canada perd, par hectare, de 20 à 80 tonnes de son sol, l'élément le plus essentiel de la production alimentaire. Voulant profiter de l'ampleur de la demande, les agriculteurs ont délaissé les méthodes de culture traditionnelles, qui permettaient au sol de se reposer et de se régénérer, et recourent aux engrais bon marché. Aujourd'hui, les spécialistes de la régénération des sols nous mettent en garde contre le danger de privilégier le profit à court terme au détriment de la production à long terme.

D'après l'auteur de l'étude "Horizon 2000", le Canada a le choix entre au moins deux orientations en matière de ressources: "...Il peut, soit vendre au

plus offrant; soit exiger une certaine modération de la part des pays importateurs de ressources et de denrées alimentaires, comme condition d'accès à ses surplus. En exigeant de ces pays qu'ils assument la responsabilité de leur développement économique, le Canada pourrait exercer une influence considérable malgré des ressources limitées à l'échelle mondiale. Toutefois, il se doit d'abord de donner l'exemple et de bien gérer ses propres ressources. Ainsi, en agriculture, il pourrait se pencher sur le problème que pose l'exportation de la terre noire et en restreindre la vente."

Peu importe à qui l'avenir donnera raison, il ne fait guère de doute que le Canada continuera de produire et d'exporter massivement des denrées alimentaires, à une époque où un nombre croissant d'êtres humains seront affligés par la pauvreté. L'un des plus importants pays de nourriture, au sein d'un marché mondial menacé de crises alimentaires et de pénuries graves, voire catastrophiques, le Canada devra, au cours des prochaines années, éviter les pièges inhérents à cette position privilégiée. Tel sera l'un de ses plus importants défis sur la scène internationale, au cours des prochaines décennies.

- FIN -

Août-septembre 1982